



KPMG SA
1 rue de l'hôpital de siège
59300 Valenciennes

Christelle Lecomte
Directrice Générale
Réussir en Sambre Avesnois

Réussir en Sambre Avesnois
20 Avenue Alphonse de Lamartine
59607 Maubeuge Cedex - BP40247
Tél : 03.66.32.32.00 - Mail : resa@reussir-sa.fr

Réussir en Sambre Avesnois Association

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024
Réussir en Sambre Avesnois Association
20 Avenue Alphonse Lamartine - 59600 MAUBEUGE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre

h



KPMG SA
1 rue de l'hôpital de siège
59300 Valenciennes

Réussir en Sambre Avesnois Association

20 Avenue Alphonse Lamartine - 59600 MAUBEUGE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'Association Réussir en Sambre Avesnois,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Réussir en Sambre Avesnois relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Valenciennes, le 23 juin 2025

KPMG SA

Christophe Carlier

Associé

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	177 748	162 960	14 788	7 165	7 623
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	376 841	191 225	185 616	43 861	141 755
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes				30 276	- 30 276
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés					
Prêts	164 046		164 046	149 856	14 190
Autres	4 365		4 365	3 365	1 000
TOTAL (I)	723 000	354 185	368 815	234 523	134 292
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés					
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	5 741 114		5 741 114	4 924 040	817 074
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	3 876 119		3 876 119	4 358 588	- 482 469
Charges constatées d'avance	30 080		30 080	23 229	6 851
TOTAL (II)	9 647 313		9 647 313	9 305 858	341 455
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	10 370 314	354 185	10 016 129	9 540 381	475 748

h

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité	3 038 853	2 416 178	622 675
. Autres			
Report à nouveau	479 029	479 029	
Excédent ou déficit de l'exercice	427 803	622 675	- 194 872
Situation nette (sous total)	3 945 685	3 517 882	427 803
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement	105 257	40 144	65 113
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	4 050 942	3 558 025	492 917
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés	86 218	88 511	- 2 293
TOTAL (II)	86 218	88 511	- 2 293
Provisions			
Provisions pour risques	205 000	101 357	103 643
Provisions pour charges	591 411	570 994	20 417
TOTAL (III)	796 411	672 351	124 060
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières diverses			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	315 760	262 394	53 366
Dettes des legs ou donations		33 971	- 33 971
Dettes fiscales et sociales	2 418 408	2 384 491	33 917
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	106 131	326 506	- 220 375
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	2 242 259	2 214 132	28 127
TOTAL (IV)	5 082 558	5 221 494	- 138 936
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	10 016 129	9 540 381	475 748
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			
Engagements donnés			

Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de services				
dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	8 041 790	7 782 190	259 600	3,34
Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	92 525	69 757	22 768	32,64
Utilisations des fonds dédiés	8 511	238 838	- 230 327	-96,44
Autres produits	389 633	43 653	345 980	792,57
Total des produits d'exploitation (I)	8 532 458	8 134 437	398 021	4,89
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	1 387 854	1 234 042	153 812	12,46
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	551 013	487 080	63 933	13,13
Salaires et traitements	4 141 851	3 860 794	281 057	7,28
Charges sociales	1 700 589	1 569 056	131 533	8,38
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	65 489	47 991	17 498	36,46
Dotations aux provisions	199 917	40 000	159 917	399,79
Reports en fonds dédiés	86 218	88 511	- 2 293	-2,59
Autres charges	52 201	3	52 198	N/S
Total des charges d'exploitation (II)	8 185 132	7 327 476	857 656	11,70
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	347 326	806 961	- 459 635	-56,96
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	25 094	9 350	15 744	168,39
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	25 094	9 350	15 744	168,39
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
Total des charges financières (IV)				
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	25 094	9 350	15 744	168,39

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation

h

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	372 420	816 311	- 443 891	-54,38
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion		1 025	- 1 025	-100
Sur opérations en capital	19 526	35 478	- 15 952	-44,96
Reprises sur provisions et transferts de charges	61 357		61 357	N/S
Total des produits exceptionnels (V)	80 883	36 504	44 379	121,57
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion		255	- 255	-100
Sur opérations en capital		229 886	- 229 886	-100
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions	25 500		25 500	N/S
Total des charges exceptionnelles (VI)	25 500	230 141	- 204 641	-88,92
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	55 383	-193 637	249 020	128,60
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)				
Total des produits (I + III + IV)	8 638 435	8 180 291	458 144	5,60
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	8 210 632	7 557 617	653 015	8,64
EXCEDENT OU DEFICIT	427 803	622 675	- 194 872	-31,30
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature				
. Bénévolats				
Total				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations				
. Personnel bénévole				
Total				

h

ANNEXES

V

Présentation

L'objet social de l'entité :

Réussir en Sambre-Avesnois est une organisation associative chargée de la réalisation et du développement d'une politique territoriale d'insertion sociale et professionnelle sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Maubeuge Val de Sambre, la Communauté de Communes du Cœur de l'Avesnois, la Communauté de Communes Sud Avesnois et la Communauté de Communes du Pays de Mormal.

Elle est la structure unique de l'arrondissement regroupant les activités des Missions Locales, des PLIE et des Maisons de l'Emploi. Cette organisation vise à mutualiser les savoir-faire et les moyens de ces dispositifs, dans la construction de parcours d'accompagnement susceptibles de concerner les habitants du territoire : Demandeur d'Emploi, Entrepreneur, Employeur, Salariés etc.

La nature et le périmètre des activités ou missions sociales réalisées :

RESA intervient uniquement sur l'arrondissement d'Avesnes-sur-Helpe autour de services visant à faciliter l'insertion sociale ou professionnelle, à promouvoir le développement local et l'esprit d'initiative.

RESA cherche à accroître la lisibilité des dispositifs et propose une offre de service de proximité, notamment en faveur de la jeunesse, des égalités femme/homme, des séniors, et tout public quel que soit son niveau de difficulté à trouver un emploi ou une formation.

Les activités principales de RESA s'articulent autour de 3 axes :

- 1/ L'information, l'accueil et l'orientation de tous les publics
- 2/ L'accompagnement, au travers des divers dispositifs mobilisés, des publics et des entreprises
- 3/ Le développement via l'ingénierie de projet

Les moyens mis en œuvre :

Réussir en Sambre-Avesnois consacre presque 80 % de ses moyens en ressources humaines. RESA mobilise également des partenaires du territoire pour développer en synergie les différentes étapes d'accompagnement des publics (logement, santé, formation, mobilité etc.).

Les autres moyens mobilisés sont des moyens de fonctionnement matériels ou structurels.

L'équipe de RESA :

- Observe pour agir en synergie avec les partenaires du territoire ;
- Propose une orientation de qualité ;
- Construit et qualifie les parcours d'insertion professionnelle et sécurise leurs réalisations ;
- Renforce par la déclinaison territoriale des politiques publiques de l'emploi et l'insertion pour tout public en difficulté d'accès à l'emploi ;
- Porte un regard appuyé sur la population féminine, les séniors, les habitants des QPV, les décrocheurs et les jeunes NEET ;
- Contribue au développement local et l'attractivité du territoire par une action sur une compétence disponible ;
- Assure par la proximité, l'accessibilité de tous à l'offre de service (insertion emploi et formation) ;
- Propose une ingénierie de projets aux acteurs, aux décideurs et aux entreprises pour construire des solutions nouvelles.

Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 10 016 128,52 Euros.

Le résultat net comptable est un excédent de 427 802,94 Euros.

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N°2014-03 du 5 juin 2024 relatif au plan comptable général, et celles du règlement N° 2018-06 du 5 décembre 2018 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Conformément au règlement ANC N°2018-06 et aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels du Plan Comptable associatif, les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

- Provisions pour risques et charges : elles sont constituées pour tenir compte des risques financiers existant à la date de clôture des comptes.
- Amortissements de l'actif immobilisé : les biens susceptibles de subir une dépréciation sont amortis selon le mode linéaire ou dégressif sur la base de leur durée de vie économique.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

Amortissements des biens non décomposables :

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Bénéficiant des mesures de tolérance, l'association a opté pour le maintien des durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés.

Amortissements des biens décomposables :

L'entité non concernée, aucune immobilisation décomposable n'a été identifiée.

L'association n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Agencements et aménagement des constructions	5 à 10 ans
- Matériels informatiques	3 ans
- Mobiliers	5 ans
- Logiciels	1 an

Les subventions d'équipement sont amorties sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de la valeur acquise ou créée au moyen de la subvention. Celles-ci sont rapportées au résultat exceptionnel.

Immobilisations financières

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes sur immobilisations financières (titres) et titres de placement sont incorporés dans les coûts des immobilisations.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions réglementées

Les provisions réglementées correspondent à la différence entre les amortissements fiscaux et les amortissements pour dépréciation calculés suivant le mode linéaire.

Notes sur le bilan actif

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	148 228	29 520		177 748
Immobilisations corporelles	221 770	185 347	30 276	376 841
Immobilisations financières	153 221	18 667	3 477	168 411
TOTAL	523 219	233 534	33 753	723 000

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
TOTAL I				
Autres immobilisations incorporelles TOTAL II	141 063	21 897		162 960
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport	800	15 811		16 611
Matériel de bureau et informatique	146 833	27 782		174 614
Emballage récupérables et divers				
TOTAL III	147 633	43 592		191 225
TOTAL GENERAL (I+II+III)	288 696	65 489		354 185

Etat des créances et charges constatées d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Exploitation	30 080
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	30 080

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	
Subventions/financements	5 678 379
Autres produits à recevoir	58 053
TOTAL	5 736 432

Notes sur le bilan passif

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges	101 357	205 000	101 357	205 000
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires	570 994	20 417		591 411
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL (II)	672 351	225 417	101 357	796 411
TOTAL GENERAL (I+II)	672 351	225 417	101 357	796 411
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation		225 417	101 357	
- financières				
- exceptionnelles				

Le détail du poste « provisions pour risques et charges » se présente comme suit :

- 205 000 € : Litige prudhommal.

Cette provision a été comptabilisée en vertu du principe de prudence.

- 591 411 € : Provision pour indemnités de départ en retraite (cf. remarque en fin d'annexe).

h

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	2 416 178	622 675			3 038 853
Dont générosité du public					
Report à nouveau	479 029				479 029
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	622 675	-622 675	427 803		427 803
Dont générosité du public					
Situation nette	3 517 882		427 803		3 945 685
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	40 144		84 639	19 526	105 257
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	3 558 026		512 442	19 526	4 050 942
TOTAL dont générosité du public					

Fonds dédiés

TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DEDIES							
Variation des fonds dédiés issue de	A l'ouverture de l'exercice	Reports	Utilisations		Transferts	A la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
ETAT QPV CITE EMPLOI CAMVS 22/23	8 510,72 €		8 510,72 €				
ETAT QPV CITE EMPLOI CAMVS 23/24		86 217,77 €				86 217,77 €	
DDETS AILES POUR ELLES 2023	50 000,00 €		50 000,00 €	50 000,00 €			
DDETS AILES POUR ELLES 2023	30 000,00 €		30 000,00 €	30 000,00 €			
TOTAUX	88 510,72 €	86 217,77 €	88 510,72 €	80 000,00 €		86 217,77 €	

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	315 760	315 760		
Dettes fiscales et sociales	2 418 408	2 418 408		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	106 131	106 131		
Produits constatés d'avance	2 242 260	2 242 260		
TOTAL	5 082 559	5 082 559		

Les fonds du CPOM liés au CEJ font l'objet d'un report pour la poursuite des accompagnements puisqu'ils ont une date de fin sur 2025.

Les produits constatés d'avance se décompose de la manière suivante :

Financement	Solde 31/12/2023	+	-	Solde 31/12/2024
FNADT 2022 / 2023	60 869		60 869	0
CEJ 2023 / CPO ML	1 844 538	1 758 186	1 844 538	1 758 186
AREFIE ARS Financemnt psy	35 698	0	35 698	0
MENTORAT NON consommé	22 531	36 119	22 531	36 120
ETAT FACILITATEUR SUR TERRITOIRE	27 017	27 017	27 017	27 017
REGION ACTE et PEC 23/24	26 318	5 528	26 318	5 528
FSE IEJ	1 093	0	1 093	0
Ville de Fourmies	23 000	20 943	23 000	20 943
Revitalisation Nov	10 192		10 192	0
Région entrepreneuriat	12 430	13 101	12 430	13 101
Fondation Renault	20 000		20 000	0
Département - Actions emploi/équilibre/remob	0	190 303		190 303
s/T PCA sur conventions de financement	2 083 686	2 051 198	2 083 686	2 051 198
PCA sur IJ	2 230	2 763	2 230	2 763
ASP Service civique	128 216	60 083		188 299
s/T PCA autres	130 445	62 846	2 230	191 062
Total	2 214 132	2 114 044	2 085 915	2 242 260

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	157 594
Dettes fiscales et sociales	1 059 464
Autres dettes	55 974
TOTAL	1 273 032

Notes sur le compte de résultat

Le résultat exceptionnel (55 382,59 €) se décompose de la manière suivante :

- Quote-part liée aux subventions d'équipement : 19 525,59 €
- Reprise sur provisions pour risques et charges : 61 357,00 €
- Dotation aux provisions pour risques et charges : - 25 500,00 €

Les charges sur exercices antérieurs s'élèvent à 51 565,76 € et se composent notamment de :

- Régul subventions SARIJ : 8 798,02 €
- Régul subventions FSE : 3 740,02 €
- Régul subventions OIP HAINAUT : 31 764,75 €



Indemnité de départ à la retraite

Engagements pris en matière de pensions, retraite et engagements assimilés

L'indemnité de départ à la retraite s'élève à la clôture de l'exercice à 591 411,00 Euros.

Cet engagement a été comptabilisé.

Engagements pris en matière de pensions, retraites et engagements assimilés :

La provision a été constituée sur la base des salariés au 31 décembre 2024 sous contrat à durée indéterminée, qui partiront à la retraite à compter du dernier renouvellement de la convention.

Cela en tenant compte de la probabilité de présence dans l'entreprise à l'âge de la retraite.

Les principaux paramètres pris en comptes sont les suivants :

- âge de départ en retraite à l'âge légal ;
- la table de mortalité en vigueur ;
- le taux de charges sociales de l'entreprise (50 %) ;
- le taux d'évolution des salaires (2 %).



Les effectifs

L'effectif employé par la structure au 31/12/2024 est de 135.



Notes complémentaires

Nature des subventions et catégories de financeurs

Financeurs	Subventions
Etat	4 400 341
Europe	1 207 546
EPCI	935 935
Région	652 391
Département	369 227
Autres organismes publics	276 298
Organismes Privés	88 517
Agence de Service et de Paiement	32 116
Communes - Politique de la ville	29 173
Agence Régionale de Santé	24 837
AREFIE	15 644
EPCI - Politique de la ville	9 765
Total général	8 041 790

Rémunérations des organes d'administration, de direction et de surveillance

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

h

